



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE
T/PV.1278
1er juillet 1966
FRANCAIS

Trente-troisième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-DIX-HUITIEME
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le vendredi 1er juillet 1966, à 10 h 30.

Président : M. BROWN (Royaume-Uni)

- Organisation des travaux
- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée :
rapport annuel de l'Autorité administrante [4 b]
- Résolution de l'Assemblée générale sur la question du Territoire sous
tutelle de la Nouvelle-Guinée et du Territoire du Papua [10]

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié sous la cote T/SR.1278. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ce matin, conformément à une décision antérieure, nous allons examiner la situation qui règne dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle Guinée. Comme dans le cas du premier Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, dont nous avons déjà traité, la Nouvelle-Guinée est mentionnée également dans un autre point de l'ordre du jour, à savoir le point 10 dans lequel on cite la résolution 2112 de la vingtième session de l'Assemblée générale.

Le Conseil a été invité par l'Assemblée à faire rapport sur cette résolution à la vingt et unième session de l'Assemblée. Puisque l'objet de cette résolution, la mise en oeuvre de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, sera sans aucun doute évoquée lors de l'examen du rapport de l'Autorité administrante pour la Nouvelle-Guinée, je suggère, avec votre assentiment, que le point 10 qui traite de la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée soit discuté en même temps que nous examinerons ce rapport, c'est-à-dire que ces deux questions soient prises simultanément.

Comme précédemment, dans le cas du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique et du rapport de l'Organisation mondiale de la santé, ceci ne semble pas, à mon avis, interdire des remarques faites séparément sur la question ni la présentation de projets de résolution distincts si le Conseil le souhaitait.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais tout d'abord vous présenter mes excuses pour ne pas avoir été présent à l'ouverture de la séance. Dois-je comprendre que la résolution de la dernière session de l'Assemblée traitant de la Nouvelle Guinée sera étudiée conjointement avec un autre point à l'ordre du jour?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ce n'est pas exactement ce que j'ai suggéré. Nous avons deux questions à l'ordre du jour officiel qui, toutes deux, intéressent la Nouvelle Guinée. Il y a, d'une part, le rapport de l'Autorité administrante à propos duquel nous entendrons ce matin, une déclaration liminaire du représentant de l'Australie. L'autre est la résolution 2112 (XX) adoptée à la

Le Président

dernière session de l'Assemblée générale, qui traite de la Nouvelle Guinée. Je suggérerais donc que nous examinions de concert ces deux points de l'ordre du jour dans le contexte de la discussion générale que nous allons entamer sur ce Territoire.

Je puise mon exemple dans les travaux de la présente session lorsque nous avons discuté du Territoire des îles du Pacifique. Nous avons également, dans le contexte du même point, examiné le rapport de l'OMS. Par conséquent, je suggère qu'encre qu'il puisse y avoir des interventions séparées, si un membre quelconque du Conseil le souhaite, des résolutions séparées puissent être présentées au gré du Conseil. Néanmoins, aux fins de discussion, nous devrions prendre de concert ces deux questions, à savoir le rapport de l'Autorité administrante et la résolution de l'Assemblée générale. Me suis-je bien fait comprendre?

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Oui, Monsieur le Président, et je n'ai pas d'objection à l'encontre de votre suggestion. Mais ma délégation eût préféré que la résolution 2112 fût examinée en premier lieu, car il convient en effet d'accorder priorité à cette dernière qui demande clairement l'indépendance et la liberté pour ces populations aussi rapidement que possible. Le rapport que nous avons reçu ce matin de l'Autorité administrante nous dira combien d'écoles, d'hôpitaux, de routes et autres choses du même ordre ont été construits. Tout cela est sans doute très important, mais il convient de mettre l'accent sur la question de savoir quand les habitants de la Nouvelle Guinée se verront accorder l'autodétermination et l'indépendance. C'est la raison pour laquelle ma délégation estime que la résolution 2112 (XX) devrait être examinée en premier lieu et qu'il faudrait accorder beaucoup d'importance à ce point.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant du Libéria. Je n'avais pas du tout l'intention, je me hâte de le lui dire, de diminuer en quoi que ce soit l'importance que le Conseil entend accorder à la résolution de l'Assemblée générale. Je n'ai fait qu'une simple suggestion. Ce sera au Conseil de se prononcer et de décider s'il veut examiner les deux points ensemble, par souci de commodité. J'ai pris note de l'observation du représentant du Libéria.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je comprends parfaitement l'intention de mon collègue du Libéria mais je vois une certaine difficulté dans ce qu'il a dit. Nous allons examiner la situation en Nouvelle-Guinée et nous l'examinerons, certes, compte tenu tout d'abord de la déclaration liminaire de l'Autorité administrante et compte tenu aussi de la résolution de l'Assemblée générale. Si nous commençons par étudier la résolution de l'Assemblée générale, nous nous heurterons à de grandes difficultés; tout au moins, ce sera le cas pour ma délégation. En effet, comment pouvons-nous discuter en premier de ce point sans savoir ce que l'Autorité administrante a à nous dire? Je me demande donc si mon ami du Libéria accepterait ceci. Lorsque nous en serons à la période des questions, nous pourrions poser des questions à l'Autorité administrante en tenant compte de la résolution de l'Assemblée; puis, quand nous en viendrons au débat général, nous pourrions exprimer nos opinions en nous fondant sur cette résolution. Franchement, je ne crois pas qu'il y ait de conflit fondamental entre votre suggestion, Monsieur le Président, et l'avis exprimé par mon ami du Libéria. A mon avis, nous n'avons pas à insister pour l'instant sur le fait que le Conseil doit commencer par la résolution de l'Assemblée. Je crois que nous pouvons aller de l'avant, entendre d'abord l'Autorité administrante, puis, lorsque nous en viendrons à la période des questions, chacune des délégations pourra décider de commencer en parlant de la résolution de l'Assemblée et même s'en tenir à celle-ci si elle le souhaite. Ma délégation, pour sa part, voudrait que la résolution soit examinée dans le cadre général de la question de la Nouvelle-Guinée.

Mme ANDERSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : La délégation se rallie au point de vue exprimé par le représentant de la Chine à l'appui de votre suggestion, Monsieur le Président. Je comprend le souci du représentant du Libéria qui souhaite que nous accordions toute l'importance qu'elle mérite à la résolution de l'Assemblée générale. Mais je crois que nous serons tous mieux en mesure d'évaluer et de discuter la résolution si nous avons entendu auparavant le rapport de l'Autorité administrante. Nous appuyons donc la proposition que vous avez faite.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander au représentant du Libéria s'il insiste sur sa proposition, étant entendu qu'il n'y aura évidemment pas d'objection à ce qu'il accorde la première importance - ce sera sans doute le cas également pour beaucoup d'autres membres du Conseil - à la résolution de l'Assemblée lorsqu'il interviendra au nom de sa délégation.

Si le représentant du Libéria n'insiste pas, nous pourrions entendre ce matin au moins la déclaration liminaire de la délégation australienne.

M. EASTMAN (Liberia) (interprétation de l'anglais) : Vous avez raison, Monsieur le Président, je n'entends pas insister. J'ai simplement fait connaître les vues de mon gouvernement au Conseil. Je ne sais pas si l'Autorité administrante entend faire deux rapports séparés, l'un sur l'administration du Territoire pendant la période à l'examen, l'autre, distinct, comme le demande la résolution 2112 (XX). C'est pourquoi je posais la question. Je ne vois pas la chose à l'ordre du jour en tant que point à part et je crois que l'importance de la résolution devrait faire qu'elle est mentionnée, car il devrait y avoir un rapport donnant suite à cette résolution. Mais, je le répète, je n'ai pas d'opinion bien arrêtée. Je m'incline.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant du Libéria. Nous tiendrons certes compte de son opinion. S'il veut bien nous laisser, au cours de la discussion, faire de cela une seule question, je suis certain que le représentant de l'Australie nous aidera tous en faisant lui-même le départ entre ces deux éléments dans ce qui deviendrait, selon ma proposition, une discussion unique.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien la question est plus ou moins réglée, mais je voudrais attirer l'attention du Secrétariat sur le fait qu'à l'avenir, lorsqu'il prépare l'ordre du jour, il devrait tenir compte de ce qui se fait en général. Par exemple, dans le cas des Iles du Pacifique, il était parfaitement indiqué qu'il y avait trois sous-titres sous le titre général "Iles du Pacifique". Je crois que dans le cas de la Nouvelle-Guinée, on aurait pu mentionner la résolution de l'Assemblée en tant que point séparé.

M. RIFAI (Secrétaire du Conseil) (interprétation de l'anglais) : C'est ce qui a été fait, je crois. Cette question : Résolution de l'Assemblée générale figure à l'ordre du jour d'aujourd'hui comme vous le voyez dans le Journal où la résolution de l'Assemblée générale est mentionnée comme deuxième point. Je crois que la suggestion du Président tendait à ce que le Conseil examine les deux questions ensemble, au même moment, puisqu'elles sont liées entre elles, ceci afin de faciliter la discussion au Conseil. Il me semble que pour ce qui est du Secrétariat, la tradition et la bonne procédure ont été respectées. La question de la résolution de l'Assemblée constitue un point séparé de l'ordre du jour.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas d'accord avec le Secrétaire du Conseil. Je crois, par exemple, que la présentation actuelle de l'ordre du jour au Journal ne mentionne pas l'examen des pétitions. Or nous avons des pétitions pour la Nouvelle-Guinée. Où mentionnerez-vous cela? Est-ce que ce sera un point spécial à l'ordre du jour? Certes non. Je demande donc sérieusement au Secrétariat de bien vouloir suivre l'usage de ce Conseil, que nous suivons depuis plusieurs années, à savoir qu'en ce qui concerne la Nouvelle-Guinée il y ait des sous-titres : a) rapport annuel, b) résolution de l'Assemblée générale, c) examen des pétitions. J'espère que la présentation sera modifiée dans le prochain numéro du Journal.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais dire seulement un mot d'explication. Les renseignements que fournira ma délégation sur la situation en Nouvelle-Guinée porteront en général sur les deux points et, notamment au cours du débat, nos observations traiteront de la résolution de l'Assemblée générale 2112 (XX). Je crois donc qu'il n'y a pas de difficulté

M. McCarthy (Australie)

L'observation de notre collègue du Libéria sera prise en considération d'une façon générale aussi bien que particulière par ma délégation et nous entrerons dans tous les détails que pourront souhaiter les membres du Conseil au cours de la discussion sur la Nouvelle-Guinée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je comprends donc que le Conseil souhaite que nous procédions à la discussion de ces points séparés en même temps, compte tenu du fait que la délégation australienne s'en tiendra à ce qu'elle vient de dire, que tout membre du Conseil sera libre, bien entendu, de mettre l'accent au cours d'interventions séparées, s'il le désire, sur chacun des points et que chaque membre pourra, s'il le veut, proposer un projet de résolution sur chacun des points.

Puis-je estimer que vous êtes d'accord sur cette façon de procéder?

Il en est ainsi décidé.

POINTS 4 b) ET 10 DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE :
RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE (T/1649; T/L.1109)
RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE SUR LA QUESTION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE
LA NOUVELLE-GUINEE ET DU TERRITOIRE DU PAPUA (2112 /XX/)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant de l'Australie afin de présenter sa déclaration d'ouverture au sujet de la situation en Nouvelle-Guinée.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation est heureuse d'avoir à ses côtés, pour la session actuelle du Conseil de tutelle, trois représentants distingués de la population de la Nouvelle-Guinée, qui ont bien voulu aider le Conseil dans ses délibérations.

Le Représentant spécial, M. Toogood, n'est pas un nouveau venu au Conseil; il a déjà paru devant lui dans le même rôle et il a également été membre des délégations australiennes à l'Assemblée générale. M. Toogood est le Secrétaire-adjoint du Département de l'Administrateur au sein de l'administration de la Nouvelle-Guinée; il a donné fidèlement à cette administration ses services pendant trente années, à la fois en temps de paix et en temps de guerre, dans tous les districts du Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée, dans une variété infinie de situations et dans des fonctions qui sont allées de la simple mais enthousiasmante et physiquement épuisante tâche de l'exploration et du premier contact avec des populations jusque là complètement isolées du monde extérieur, jusqu'à l'autre extrême, à savoir les travaux complexes d'un fonctionnaire de rang élevé dans le cadre d'une situation extrêmement compliquée et en évolution constante; non seulement M. Toogood est pour moi un collègue de longue date et de longue valeur; mais encore il est un ami de toujours et une personne que nous tenons dans la plus haute estime. Nous estimons que le Conseil de tutelle doit apprécier le fait que M. Toogood assiste à ces délibérations afin de lui apporter les derniers renseignements en ce qui concerne les détails dont il peut avoir besoin au sujet de la situation en Nouvelle-Guinée. Personnellement, c'est un privilège pour moi que de l'avoir à mes côtés.

M. McCarthy (Australie)

C'est également pour nous un privilège que d'avoir ici M. Dirona Abe et M. Tai Abal; tous deux sont des représentants de la population autochtone du Papua et de la Nouvelle-Guinée; j'espère ne leur causer aucun embarras si je dis qu'ils représentent eux-mêmes ce qu'il y a de meilleur dans ce peuple qui s'éveille; tous deux ont su relever les défis posés par la situation au vingtième siècle d'une manière particulièrement vigoureuse et encourageante; tous deux sont les membres, élus par leur propre peuple, de la Chambre d'assemblée du Papua et de la Nouvelle-Guinée, qui est le Parlement du peuple de ce Territoire. M. Abal est sous-secrétaire pour les affaires de la santé. Ayant été élus par leur peuple, tous deux sont membres de la majorité autochtone au sein du gouvernement; ils sont également tous deux membres du Comité spécial de la Chambre d'assemblée sur l'élaboration d'une constitution, qui a été créée par le gouvernement et qui s'occupe maintenant très activement de fixer la forme des mesures qui vont être à prendre par le Parlement en vue de donner à ce dernier une structure nouvelle et des pouvoirs nouveaux. Non seulement ces deux personnes nous aideront ici dans nos délibérations, mais elles rapporteront ensuite à leur peuple des renseignements et des impressions concernant cette grande Organisation mondiale que sont les Nations Unies; ces renseignements seront certainement accueillis avec l'intérêt le plus vif par cette population qui est déjà au courant d'un grand nombre des activités des Nations Unies.

Avant de demander au Président du Conseil d'inviter le Représentant spécial à prendre sa place à cette table, je désirerais faire quelques brèves observations. D'avance, je demande au Président et à tous mes collègues de bien vouloir me pardonner si ces remarques sont d'une veine quelque peu personnelle; s'il en est ainsi, ce n'est certes pas parce que j'entends insinuer ma propre personnalité dans ces délibérations; c'est simplement parce que je désire faire part d'impressions personnelles éprouvées dans des circonstances spéciales.

Récemment, j'ai eu l'occasion de faire deux expériences nouvelles d'une importance vitale qui ont complètement modifié ma conception des problèmes de la Nouvelle-Guinée sur des points nombreux et mon jugement sur ces problèmes.

M. McCarthy (Australie)

La première de ces expériences fut un voyage d'environ cinq semaines à travers l'Afrique en compagnie de nos collègues les membres du Comité des Vingt-Quatre. Ce fut pour moi une expérience d'un intérêt infini, non seulement parce que j'étais pour la première fois dans le continent si passionnant qu'est l'Afrique, mais parce que j'y étais témoin de nombreux événements qui se rattachaient, directement ou indirectement aux problèmes de la Nouvelle-Guinée. Ainsi, j'étais assis, un soir, sur la plage de Bagamoyo, située à environ 60 kilomètres au nord de Dar es-Salam; c'était précisément l'endroit où prirent naissance, au coeur de ce que de nombreuses personnes connaissaient comme le contingent noir, les caravanes du commerce des esclaves qui, pendant des siècles, enleva de ce continent des centaines de milliers et peut-être des millions de malheureux pour les vendre ailleurs en qualité d'esclaves. Ce fut un moment évoqueur que d'être assis sur cette plage où tant d'êtres humains étaient venus dans des chaînes et avaient été embarqués sur de petits bateaux pour être livrés dans l'île avoisinante de Zanzibar où ils étaient vendus sur les marchés d'esclaves de cette île. Un peu plus tard, je me trouvais moi-même au site de ce qui avait été - et qui, bien entendu n'est plus - ce marché d'êtres humains. Rien de semblable ne s'est jamais produit en Nouvelle-Guinée.

Puis, j'ai pu avec quelques-uns de mes collègues, contempler les longues lignes de chameaux et de mulets conduits par leurs maîtres nomades, - des êtres fiers et indépendants - qui se déplaçaient pour retourner dans le désert; cela faisait partie de la vie errante de ces nomades à travers les immenses espaces déserts, mouvement qui a caractérisé la vie de ces populations pendant des centaines et peut-être des milliers d'années. En Nouvelle-Guinée, rien de semblable ne peut être contemplé.

Puis, dans le palais de Sa Majesté Impériale Haile Selassie II, en Ethiopie nous avons admiré les tapisseries qui dépeignent les rencontres du Roi Salomon et de la Reine de Saba, rappelant l'incroyable histoire ancienne d'un royaume lui-même très ancien. Les Néo-Guinéens n'avaient jamais, jusqu'à ces dernières années entendu parler du roi Salomon et de la reine de Saba.

M. McCarthy (Australie)

Aux temps où les pyramides que nous avons vues furent construites en Egypte, et où le sphynx fut taillé à même la pierre, il est probable que les autochtones de la Nouvelle-Guinée vivaient à peu près de la même manière que celle où mon propre peuple les a trouvés il y a quelques années.

En Algérie, le Comité des Vingt-Quatre a trouvé un peuple fier et indépendant attelé à l'oeuvre de reconstruction d'une société ravagée par une guerre coloniale qui avait duré huit années et avait provoqué un million de pertes en vie humaine. Rien de comparable ne s'est jamais produit, n'aurait pu se produire, ne se produira jamais en Nouvelle-Guinée.

Je mentionne tout cela simplement pour souligner que la Nouvelle-Guinée a son identité propre. Elle peut tirer des leçons du vieux monde, elle peut s'instruire en connaissant le monde ancien de l'Afrique; mais elle est elle-même, ses habitants ont leurs caractéristiques propres. Elle a son histoire. Ses nombreux problèmes lui sont propres et c'est à elle-même qu'il appartient de les résoudre à sa manière. J'espère que les problèmes de l'ancien monde qui ne la touchent pas ne seront pas introduits en Nouvelle-Guinée et ne viendront pas déformer la manière dont le Conseil de tutelle ou tout autre organe des Nations Unies étudieront les questions propres à la Nouvelle-Guinée.

Ceci dit, qu'il me soit permis de faire allusion maintenant à la seconde parmi mes grandes expériences. Dans ma vie, j'ai commencé à travailler en Nouvelle-Guinée; durant tout le temps que j'y ai passé, je me suis rarement absenté de la Nouvelle-Guinée, jusqu'au moment, où, au début de 1963, j'ai fait partie de la mission permanente de mon pays aux Nations Unies. Je suis revenu en Nouvelle-Guinée au mois de mars de cette année, pour la première fois après une absence de plus de trois années. C'est ainsi que j'ai pu voir ce pays, que je connaissais depuis si longtemps et que j'avais connu dans des conditions très diverses, d'un oeil nouveau, d'un oeil éduqué par les années que j'ai passées aux Nations Unies ainsi que par d'autres circonstances et par mon contact avec mes collègues des Nations Unies.

M. McCarthy (Australie)

Quelles ont été mes impressions en revenant en Nouvelle-Guinée après une si longue absence et dans des circonstances tellement différentes? En premier lieu, j'ai découvert une nation nouvelle qui prenait une forme tangible et viable; elle bougeait, elle s'éveillait, conduisant sa quête dans diverses directions. J'ai vu des villes qui, autrefois, ne présentaient aucun aspect consistant, aucune forme, et qui étaient devenues des centres modernes et organisés. Dans ces villes, dans les champs et sur les montagnes, dans les plantations de la périphérie, j'ai vu des hommes et des femmes de ma propre race, des hommes et des femmes de la population autochtone travaillant ensemble dans le but de construire une nation nouvelle, revêtant des formes diverses. J'ai vu des écoles où il n'en existait pas auparavant. J'ai vu des routes où je n'avais connu autrefois que des pistes étroites serpentant le long des précipices montagneux. J'ai vu des hôpitaux ayant tout un réseau de services de santé rayonnant jusqu'aux confins les plus éloignés du pays, là où je n'avais connu que des montagnes et des vallées à peu près inaccessibles.

J'ai vu un collège moderne pour la formation de professeurs, au centre d'une région où, jadis, toute existence humaine était à peu près inconnue lorsque, pour la première fois, je me rendis en Nouvelle-Guinée pour y exercer mes fonctions. J'ai siégé au sein de conseils élus, où la population de la Nouvelle-Guinée assumait la responsabilité de la conduite de ses propres affaires, dans les régions où, pratiquement, on ne trouvait que les cases de tribus primitives. J'ai vu un parlement moderne fonctionnant selon les méthodes parlementaires modernes, ayant une majorité autochtone élue par toute la population de ce grand pays sur la base du principe "à chacun une voix", sans distinction de race, de religion ou de lieu de résidence. J'ai vu les bâtiments d'une importante université qui s'élevaient du sol.

J'ai vu bien d'autres choses encore. J'ai vu surgir de nouveaux problèmes qui exigeront beaucoup de perspicacité pour être résolus et qui nécessiteront une coopération constante interraciale, sur la base de la coopération qui est déjà profondément enracinée. J'ai aussi constaté les reliquats d'anciens problèmes pour lesquels on n'a pas encore trouvé de solution. J'ai noté que les anciens problèmes prenaient de nouvelles formes. Bien que j'ai vu un pays en pleine évolution, un parlement moderne, je n'ai pas eu l'impression de cette cohésion totale qui est nécessaire pour faire une nation.

M. McCarthy (Australie)

Je n'ai pas encore constaté cette forme de cohésion totale indispensable pour souder, en une seule population, plus de 2 000 tribus différentes qui étaient pratiquement hostiles entre elles et qui s'exprimaient en 700 différents idiomes.

J'ai noté toutefois la tendance irréversible vers l'expression de la volonté de cette population à l'égard de son propre avenir. Ici, j'entends souligner le terme "irréversible". L'évolution est en marche. Le progrès va de l'avant. La nation se dirige vers son unité. La population s'est vu accorder le droit de s'exprimer. C'est pourquoi je dis que ceci est irréversible. En temps voulu, cette population, avec les instruments qu'elle aura forgés dans un but défini, décidera de son avenir.

Maintenant, Monsieur le Président, ma délégation serait heureuse si vous vouliez bien inviter le Représentant spécial à prendre place à la table du Conseil et lui accorder la parole.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Australie. Il a présenté au Conseil M. Toogood, en tant que Représentant spécial, et a demandé que celui-ci prenne place à la table du Conseil. En vérité - si je puis m'exprimer ainsi, en tant que nouveau venu moi-même - M. Toogood est bien connu du Conseil de tutelle, de même que des membres de l'Assemblée et de la Quatrième Commission; il a assisté à des sessions antérieures de ces divers organes, soit en tant que membre de la Mission australienne, soit en tant que Représentant spécial de l'Autorité administrante.

Au nom du Conseil, et pour répondre au vœu de la délégation australienne, je lui souhaite la bienvenue et je le prie de prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Toogood, Représentant spécial pour le territoire de la Nouvelle-Guinée sous administration de l'Australie, prend place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre que le représentant du Libéria a demandé la parole.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai dit il y a quelques instants que je n'insisterai pas sur la suggestion que vous aviez formulée tendant à l'examen simultané des deux questions. Nous venons d'écouter la déclaration liminaire du représentant de l'Australie. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de rappeler au Conseil que cette déclaration a totalement ignoré les dispositions de la résolution de l'Assemblée générale. A aucun moment, il n'en a été fait mention. Si le représentant de l'Australie, au cours de son intervention, a entendu déclarer que lors de son voyage, les constatations personnelles qu'il avait faites ne lui ont pas permis de penser que la population était prête à accéder à l'indépendance, ma délégation refuse d'accepter ces considérations comme un rapport.

Au cours de cette session, nous attendions de l'administration qu'elle nous parle des mesures qui avaient été prises pour la mise en oeuvre de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; or, M. McCarthy, qui est d'ailleurs de mes amis et pour lequel j'éprouve un très grand respect, a totalement laissé de côté cet aspect du problème. Cependant, Monsieur le Président, vous nous aviez promis que les deux questions seraient étudiées en même temps. Le représentant de l'Australie a-t-il l'intention de faire une autre déclaration concernant le rapport dont il est fait état dans les dispositions de la résolution 2112 (XX) de l'Assemblée générale? Ma délégation serait heureuse d'avoir une réponse à cette question. Avons-nous décidé de ne pas examiner ce point de vue? Le représentant de l'Australie a-t-il confié cette tâche à M. Toogood? J'aimerais quelques éclaircissements à cet égard.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Mes observations n'étaient nullement exclusives. Je peux assurer le Conseil qu'il entendra encore ma voix, au cours de la discussion. Elles avaient simplement pour but d'introduire le Représentant spécial et mes autres collègues et de permettre au Représentant spécial de faire son importante déclaration. Je voulais également soumettre quelques impressions qui me paraissaient avoir certaine importance, sur l'ensemble du sujet. Je n'avais nullement l'intention d'exclure la résolution de l'Assemblée générale et je répète que tel n'était pas mon but.

Le représentant du Libéria peut être certain que j'interviendrai encore eu égard à cette résolution, ainsi que sur bien d'autres sujets, au cours du débat qui se déroulera devant le Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que si nous avons quelque patience, nous aurons beaucoup à entendre concernant cette résolution de l'Assemblée générale; peut-être même ce point sera-t-il soulevé au cours de la séance de ce matin, lors des déclarations que nous présentera la délégation de l'Australie.

Il y a quelques instants, le représentant de l'Australie a introduit M. Dirona Abe ainsi que M. Tei Abal. Au nom du Conseil, je suis heureux de les accueillir parmi nous. Si tel est le désir de la délégation de l'Australie, je les prierai maintenant de prendre place à la table du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Dirona Abe et M. Tei Abal, Conseillers, délégation de l'Australie, prennent place à la table du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au Représentant spécial de l'Autorité administrante.

M. TCCGCOD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

J'ai, pour la deuxième fois, l'honneur et l'avantage d'assister à une session du Conseil de tutelle et je suis fort honoré d'être une fois de plus invité à donner des renseignements détaillés sur l'administration par l'Australie du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée au cours de la période que nous examinons. Des détails complets de tous les aspects de notre administration figurent dans le rapport annuel pour 1964-1965 dont des exemplaires ont été distribués il y a quelque temps déjà aux membres du Conseil. Je me propose maintenant, avec votre permission, Monsieur le Président, de vous présenter, en tant que deuxième partie de ma déclaration un rapport supplémentaire couvrant la période du 1er juillet 1965 au 31 mars 1966 et qui, avec l'exposé que je ferai des réalisations les plus dignes d'être mentionnées, apportera je l'espère aux membres du Conseil des données aussi à jour que possible sur les activités poursuivies dans le Territoire.

Je passerai brièvement en revue les réalisations essentielles faites dans le Territoire, réalisations qui sont conformes à la lettre et à l'esprit des obligations de l'Australie aux termes de l'Accord de tutelle; elles suivent de près les recommandations et conclusions faites par le Conseil de tutelle à sa dernière session; elles tiennent compte des recommandations de la dernière mission de visite des Nations Unies; enfin, elles suivent aussi la ligne générale en vue du développement économique recommandée par la Mission de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Ce Conseil avait, par exemple, recommandé la revision du système des sous-secrétaires parlementaires : cela a été fait. Ce conseil avait recommandé un développement plus grand des commissions parlementaires : sept commissions nouvelles ont été créées. Ce conseil avait recommandé que soit examinée l'idée d'un cabinet ministériel dans lequel des autochtones néo-guinéens occuperaient des fonctions de responsabilité : cette suggestion fait l'objet d'un examen attentif.

En octroyant une subvention de 68,82 millions de dollars pour contribuer au financement du budget du Territoire de 1965-1966, le Gouvernement australien a, une fois de plus, clairement exprimé son intention de développer notamment le Papoua et la Nouvelle-Guinée pour qu'il parvienne à l'autonomie économique.

M. Toogood (Représentant spécial)

Ceci est en outre appuyé par le fait que les dépenses consacrées aux activités d'ordre économique sont passées de quelque 25 p. 100 en 1963-1964 à 33 p. 100 environ dans le dernier budget. Tout doute relatif à l'intention du Gouvernement australien de maintenir le développement progressif du Territoire doit être dissipé si l'on note que le don du Gouvernement australien au cours des 10 dernières années s'est accru de 19,84 millions de dollars des Etats-Unis en 1955-1956 au chiffre actuel de 68,82 millions de dollars.

Le rapport de la Mission de la Banque mondiale recommandait de "mettre fortement l'accent sur l'encouragement au potentiel productif du Territoire et au progrès de la population autochtone par l'enseignement, la formation professionnelle et l'acceptation de plus grandes responsabilités". Il est important de noter que la pensée du Gouvernement australien et sa planification ont suivi étroitement les conclusions et recommandations contenues dans le rapport.

Ce rapport qui exprime l'opinion d'un groupe impartial d'experts appartenant à un organisme international a été présenté au Gouvernement du Commonwealth à la fin de 1964 et accepté par le gouvernement comme guide pour le développement économique futur du Territoire.

La principale proposition de la Mission visait à une production accrue dans les industries primaires et, d'ores et déjà, la production autochtone de noix de coco a augmenté, passant de 33 p. 100 à 41 p. 100, tandis que l'augmentation concernant le café de 93 p. 100 à 187 p. 100 tandis que l'augmentation concernant le bétail était de 97 p. 100. La production de bois qui est d'importance suprême pour l'économie du Territoire, a augmenté de 110 p. 100. Dans la plupart des cas, ces chiffres se rapprochent de ceux que suggérerait la Mission dans son rapport et les excèdent même.

La Mission recommandait la désignation d'un conseiller économique. Une telle désignation a été faite en octobre de l'an dernier.

Il était aussi recommandé que des crédits soient offerts à de nouvelles industries par la création d'une compagnie de financement pour le développement, soit comme établissement particulier, soit comme banque gouvernementale. En novembre 1965, l'Assemblée avait adopté un projet de loi tendant à créer une banque du développement dont l'objet premier serait d'encourager le développement dans le secteur privé en accordant des crédits pour le développement de la

M. Toogood (Représentant spécial)

production primaire et des entreprises industrielles et commerciales, dans des conditions plus généreuses que ne fourniraient normalement les voies bancaires habituelles. La Banque sera placée sous le contrôle et la direction d'un conseil d'administration. Les 12 membres du conseil comprendront des représentants des producteurs autochtones.

D'autres recommandations auxquelles il a été donné suite comportent la création d'un conseil du tourisme et l'établissement d'un poste de coordinateur des transports. La législation relative au conseil du tourisme a été adoptée par la Chambre d'Assemblée au début de cette année et des mesures sont en cours pour la désignation des membres du conseil. Le poste de coordinateur des transports a été créé en tant que première mesure vers l'établissement d'un département des transports. Une désignation aura lieu sous peu.

Ce tour d'horizon révèle, je pense, que beaucoup a été fait conformément aux recommandations du rapport de la Mission de la Banque. Cependant, je dois attirer votre attention sur la déclaration de l'honorable Ministre d'Etat aux territoires qui, recommandant l'acceptation du rapport de la Mission, disait :

"L'acceptation par le gouvernement des programmes de la Mission en vue de l'accroissement de la production dans le Territoire en tant que point de départ de la planification ne signifie pas que le gouvernement s'engage dans une série de programmes rigides préparés à l'avance, ni qu'il accepte nécessairement toutes les opinions émises par la Mission. En outre, il n'est pas question d'imposer des décisions au Territoire sans tenir compte des vues des représentants élus du peuple, et tandis que des décisions seront prises à l'égard de questions particulières, les opinions exprimées à la Chambre d'Assemblée du Territoire sur ces questions seront prises en considération."

La politique du Gouvernement du Commonwealth vise à encourager une expansion rapide mais solide de l'économie du Territoire sur la base d'une association étroite et constante entre l'Australie et la population autochtone. Le gouvernement encourage et appuie cette expansion, mais le succès, en dernière analyse, dépendra également du soutien des habitants du Territoire. Les Papouans et Néo-Guinéens devront de plus en plus rechercher et accepter la responsabilité de leur propre progrès économique, social et politique.

M. Toogood (Représentant spécial)

Il est significatif que la mise en oeuvre de toutes les importantes recommandations de la Mission de la Banque mondiale ait été faite avec l'appui plein et entier des habitants du Territoire par le truchement de leurs représentants élus à la Chambre d'Assemblée.

Pendant la période objet de notre examen, des lois ont été promulguées établissant la Chambre d'Assemblée en tant que Département distinct chargé de contrôler ses propres fonds, dans le cadre du budget bien entendu, et ayant la responsabilité de prendre ses propres dispositions en matière de personnel. Le "Clerk" de l'Assemblée est le chef de ce nouveau département; il est assisté d'un adjoint, d'un huissier et dispose de l'aide nécessaire dans le domaine de l'administration et de l'interprétation. Le Département a un plan de formation pour les interprètes; il est, en outre, chargé de la préparation des comptes rendus officiels. Quatre commissions permanentes de la Chambre ont été prévues, toutes chargées des questions de procédure, ainsi que deux commissions permanentes, la Commission des travaux publics et la Commission des comptes publics.

M. Toogood (Représentant spécial)

Tous travaux publics prévus comme devant excéder 200 000 dollars doivent être soumis tout d'abord au Comité des travaux publics. Ce Comité, qui comporte sept membres élus et deux membres officiels de la Chambre d'assemblée, examine la nécessité ou l'opportunité de poursuivre semblables projets et apprécie la valeur probable de ce travail projeté. Le Comité peut convoquer des témoins et, à la fin de ses délibérations, soumettre à la Chambre d'assemblée un rapport sur l'opportunité du travail proposé.

Le Comité des comptes publics est composé de six membres de la Chambre et a pour mission d'examiner les comptes de recettes et de dépenses du Territoire; chaque bilan et chaque rapport du Commissaire général aux comptes du Commonwealth sont soumis à la Chambre. Le Comité porte à l'attention de la Chambre toutes questions résultant des rapports ci-dessus mentionnés qu'il estime nécessaires. Le Comité fait aussi rapport à la Chambre sur toute question qu'il estime souhaitable dans le système des comptes publics ou des modalités de réception, de contrôle, d'émission ou de paiement de fonds publics. Il enquête également sur toutes questions relatives aux comptes publics que pourrait lui renvoyer la Chambre d'assemblée.

Un examen du système des sous-secrétaires, mené à bien au cours de la seconde partie de l'année dernière, a révélé que l'un des principaux problèmes que connaît la Chambre d'assemblée, de manière générale, ainsi que le système des sous-secrétaires, était l'insuffisance de connaissances de la langue anglaise de la part de nombreux membres de la Chambre. Des mesures d'urgence destinées à surmonter cette difficulté ont été prises. Ces mesures comportent des classes d'anglais, des discussions du type cercle d'études, des voyages éducatifs dans le Territoire et en Australie, pour les sous-secrétaires, d'autres membres de la Chambre et des représentants de Conseils de gouvernement local.

Aucun autre changement majeur n'a affecté la Chambre d'assemblée depuis sa création et il est peu probable que de nouveaux changements aient lieu jusqu'à ce que le Comité sur le développement constitutionnel ait mené à bien son enquête et présenté son prochain rapport à la Chambre. Le Comité en question a été désigné par la Chambre d'assemblée elle-même en 1965 pour "préparer à l'intention de la Chambre d'assemblée une série de propositions constitutionnelles qui devraient

M. Toogood (Représentant spécial)

servir de guide pour l'évolution constitutionnelle future du Territoire". Le Comité, présidé par un membre autochtone élu, M. John Guise, a voyagé à travers le Territoire, recueillant les opinions d'un très grand nombre de membres de la collectivité. Le mandat du Comité est large et ses enquêtes engloberont non seulement la composition de la Chambre d'assemblée, mais aussi des propositions en vue de la future évolution constitutionnelle du Territoire. Le Comité a été chargé de présenter des rapports sur l'état d'avancement des travaux et de présenter un rapport final à la Chambre à l'avant-dernière réunion de celle-ci, au plus tard. Des rapports intérimaires ont été soumis à la Chambre en novembre 1965 et en juin 1966 et il se révèle maintenant que, pour faire face à tout besoin éventuel d'amendements au Papua and New Guinea Act, il faudra que le rapport du Comité sur la composition de la Chambre d'assemblée soit présenté à la Chambre d'ici le mois d'août de cette année.

Le Conseil de tutelle a invité d'urgence l'Administration à confier à la population autochtone une part toujours croissante de toutes les fonctions d'administration. Le Gouvernement australien a précisé qu'il était disposé à envisager des modifications destinées à mettre en oeuvre cette recommandation, si tel était le voeu des habitants du Territoire. Le Select Committee demandera scus peu l'avis des habitants du Territoire sur cette proposition et son rapport sera attendu avec le plus vif intérêt par le Gouvernement australien.

La toile de fond sur laquelle se déroulent ce progrès et ces développements ne doit pas être méconnue. Il s'agit ici d'un pays où une exploration énergique et une pénétration pacifique en moins de 40 ans se sont révélées si efficaces qu'aujourd'hui il ne reste plus qu'une ou deux petites régions auxquelles il faut encore appliquer des restrictions. En raison de l'importance de la planification aux fins de développement, à l'heure actuelle aucun groupe, aucune région ne sont exclus.

Il convient ici de parler de l'effort le plus fondamental de l'Administration : l'établissement de l'ordre public et la consolidation de l'influence de l'Administration dans les quelques zones restreintes du Territoire qui existent encore. Le travail d'un premier contact avec ces habitants, de l'acquisition de leur confiance, de la nécessité d'ouvrir les yeux de ces populations à un avenir

M. Toogood (Représentant spécial)

presque inconcevable pour elles, est presque achevé. Il ne reste plus aujourd'hui que 820 miles carrés de territoire restreint, qui se trouvent dans les zones les plus éloignées de Sepik et des districts des Western Highlands. Ces zones ont une population évaluée à moins de 4 000 personnes. On prévoit que, par des patrouilles plus intensives et des contacts plus favorables dans les zones avoisinantes, 480 miles carrés de plus seront libérés de toute restriction au cours des prochains mois, portant ainsi la totalité de la zone sous contrôle depuis les cinq dernières années à plus de 10 000 miles carrés. Ceci met fin à l'une des phases les plus pittoresques de l'histoire du Territoire et permet à un grand nombre d'agents du service mobile qui se sont livrés à ce travail, de se concentrer sur l'introduction et l'extension du système de gouvernement local dans lequel des progrès si considérables ont déjà été faits.

Depuis l'application, le 1er juillet 1965, de la nouvelle ordonnance de gouvernement local, l'extension du système de gouvernement local a augmenté considérablement. De cinquante-cinq conseils intéressant une population de 635 530 personnes en juin 1964, le système a passé à soixante-huit conseils intéressant une population de 1 074 505 personnes dans le seul territoire de la Nouvelle-Guinée. Les chiffres les plus récents pour l'ensemble du Papua et de la Nouvelle-Guinée indiquent qu'il y a aujourd'hui cent vingt-trois conseils englobant une population de 1 468 886, soit presque les trois quarts de la population totale.

L'un des événements les plus importants résultant de la promulgation de l'ordonnance de gouvernement local a été la création de conseils englobant toutes les races dans des zones spécifiques. Il y a maintenant trente-cinq conseils de gouvernement local multiraciaux en Nouvelle-Guinée. Quatorze d'entre eux ont été établis en tant qu'autorités multiraciales, tandis que vingt et un ont été antérieurement établis pour des communautés villageoises seulement et sont passés ensuite au statut multiracial.

Treize de ces conseils comprennent au moins un membre élu non autochtone et le nombre total des membres élus non autochtones dans les treize conseils est de vingt-trois. Trois conseils ont élu des membres non autochtones en tant que président de conseil et deux ont élu des vice-présidents non autochtones.

ii. Toogood (Représentant spécial)

Une conférence de représentants de conseils de gouvernement local a eu lieu à Lorengau, dans l'île Manus, au cours du mois de mars 1966. Ce fut la première conférence depuis l'introduction des conseils multiraciaux; l'un des 40 délégués était un conseiller européen élu par les conseils de district des Western Highlands pour les représenter à la conférence. Les représentants de la conférence l'ont élu vice-président.

Un autre événement important survenu l'an dernier a été l'inclusion de la ville de Goroka dans le système de gouvernement local. Cela a été la première ville de quelque importance qui ait accepté le gouvernement local, encore que plusieurs petites villes figurent parmi les conseils de gouvernement local. Aucune de ces petites villes n'a été érigée en autorité urbaine séparée; toutes ont décidé de se joindre aux zones rurales qui les entourent,

Un autre événement intéressant est la proposition de créer, en tant que projet pilote, une organisation séparée de gestion municipale pour la ville de Port Moresby. Il est prévu que toutes les dépenses de gouvernement central ayant un caractère de gouvernement local, pour la ville de Port Moresby, seront assurées par cette organisation. On espère par ce moyen faire un premier pas vers l'acceptation d'une autorité de gouvernement local urbain dans d'autres parties du Territoire.

M. Toogood (Représentant spécial)

Le Gouvernement australien comprend la nécessité d'une éducation politique du peuple et, parmi les mesures destinées à répondre à cette fin, a préparé un manuel en langue anglaise expliquant l'historique constitutionnel du Territoire. Cette brochure a été distribuée aux Conseils de gouvernement local et aux institutions de groupes dans tout le Papua et la Nouvelle-Guinée.

Ces autorités sont le moyen principal par lequel le contact est assuré avec les populations rurales qui ne parlent pas l'anglais. Une instruction politique est assurée à toutes les réunions du Conseil par des conseillers du gouvernement local et par les membres élus eux-mêmes. Ainsi, plus d'un million et demi d'habitants ont acquis des connaissances solides de procédure électorale, ont appris ce que signifie le gouvernement et ce que représente le progrès qu'a réalisé le Territoire vers la libre détermination politique.

L'administration continue de recourir à tous les moyens disponibles de communication pour la diffusion d'informations concernant toutes questions, y compris des renseignements très à jour ayant trait aux Nations Unies et à l'activité de l'Organisation. Les principaux moyens utilisés, ce sont les cinq postes émetteurs de radio de l'administration, plusieurs publications d'information hebdomadaires, bi-mensuelles ou mensuelles, éditées et distribuées par les divers départements de l'administration et une bonne organisation du centre d'information des Nations Unies à Port Moresby. Ce centre déploie toujours plus ses activités chaque année et coopère pleinement avec l'Administration pour s'assurer que les habitants de tout le territoire sont tenus pleinement au courant de toutes les questions d'intérêt international et local, dans la mesure où le permettent les barrières linguistiques et d'inaccessibilité géographique. Le Centre est subventionné par le Gouvernement australien à raison de 11 500 dollars américains.

Pour assurer un contact administratif plus étroit et plus efficace avec la population, trois des plus grands districts et des plus densément peuplés ont été subdivisés pour créer les nouveaux districts administratifs du Sepik occidental, de la Nouvelle-Bretagne occidentale et de Chimbu. A propos de l'administration de district, il convient de mentionner que les ordonnances de tribunaux de district

M. Toogood (Représentant spéc.

et de tribunaux locaux ont été mises en vigueur le 4 janvier de cette année. En appliquant ces ordonnances, les anciennes Cours des affaires indigènes et des questions autochtones ont été abolies. Pour préparer l'introduction des nouvelles ordonnances, des Tribunaux locaux et de district ont été créés dans chaque district administratif et 360 magistrats ont été nommés. Cent trois magistrats adjoints ont également été désignés pour exercer les pouvoirs que leur conféraient les règlements des tribunaux locaux, pour assurer la médiation dans certains cas et pour siéger avec les magistrats des tribunaux locaux. Ces personnes ont été choisies dans chaque district administratif sur la base de leur renom dans leur propre région et, à l'avenir, elles assureront les fonctions de médiateurs et donneront des conseils sur les coutumes locales.

Des cours ont commencé au collège administratif pour former des personnes mûres ayant une formation théorique moins complète. Après deux ans d'études couronnées de succès, les personnes choisies seront désignées aux fonctions de magistrats adjoints et pourront par la suite devenir magistrats dans les tribunaux locaux.

Ces cours intéressent les jeunes gens qui souhaitent faire carrière dans la magistrature. Après une formation de deux ans au collège administratif, les étudiants qui auront réussi seront nommés magistrats adjoints pour acquérir l'expérience des tribunaux, et plus tard, seront nommés magistrats de tribunaux locaux. A l'heure actuelle, 25 fonctionnaires suivent ces cours. Des occasions seront offertes aux magistrats expérimentés des tribunaux locaux pour se perfectionner afin d'acquérir les qualifications nécessaires à leur nomination en tant que magistrats aux tribunaux de district.

C'est par semblable formation à tous les échelons que l'administration répond à la nécessité de pourvoir les postes dans les services publics en utilisant des fonctionnaires locaux. Un progrès considérable dans cette préparation des fonctionnaires aux postes de responsabilité plus grande est la réorganisation récente de la fonction publique, de même que le développement d'installations et de cours disponibles par le truchement d'une formation en cours d'emploi. Ceci,

joint au développement normal de la fonction publique pour répondre aux besoins accrus résultant du changement rapide qui se produit dans le Territoire, fournit toujours plus de débouchés au progrès du fonctionnaire local.

L'un des traits les plus significatifs de cette croissance est l'augmentation notable du nombre d'habitants autochtones désignés à la fonction publique depuis que la nouvelle ordonnance de la fonction publique est entrée en vigueur en septembre 1964.

La croissance rapide de l'enseignement, au cours des dix dernières années, signifie qu'il y a toujours plus de diplômés des écoles qui peuvent chercher un emploi. Pourtant, en la matière, la demande continue de dépasser l'offre et il y a une concurrence intense entre la fonction publique et l'industrie privée pour s'assurer les services de ces diplômés. En outre, de nombreux étudiants poursuivent leurs études au niveau tertiaire.

On peut se faire une idée de la participation accrue des Papouans et des Néo-Guinéens à la fonction publique du Territoire en comparant le nombre de fonctionnaires locaux employés avant la réorganisation de la Fonction publique avec le nombre de ceux employés maintenant. En août 1964, il y avait 22 fonctionnaires locaux dans la Deuxième division de la Fonction publique; il y en a maintenant 234. Dans la Troisième division, on comptait 167 fonctionnaires locaux en 1964; il y en a maintenant 9 268.

Le recrutement des fonctionnaires d'outre-mer, sur une base contractuelle, se poursuit, étant donné qu'il n'y a pas assez d'autochtones ayant une éducation suffisante pour pourvoir tous les postes de spécialistes nécessaires au maintien du développement du Territoire. Le fait que les personnes recrutées outre-mer ne sont plus sur la base de contrats permanents, prouve qu'un nombre croissant de fonctionnaires locaux sont disponibles et qu'il sera plus facile de faire accéder ces fonctionnaires à des postes de responsabilité plus élevée à mesure que croîtront leurs aptitudes et leur efficacité.

Le collège administratif, fondé en 1963, est considéré comme un instrument essentiel de l'avancement des fonctionnaires locaux en vue de leur nomination à des postes exécutifs de responsabilité, et il fournit un large éventail de cours aux fonctionnaires, et cela à tous les niveaux.

Le collège administratif occupe actuellement des locaux temporaires, mais la construction de nouveaux bâtiments est en cours et permettra l'ouverture du collège à la fin de l'année. On pense que le coût de celui-ci dépassera deux millions de dollars américains. Les plans pour le collège en 1967 comprennent la mise au point de cours d'administration à un niveau élevé pour les fonctionnaires locaux, l'extension de l'enseignement de l'anglais grâce à un nouvel équipement, la fourniture de prestations pour l'université et un accroissement de colloques de courte durée et de cours de type "conférence". On pense que le collège pourra accueillir 315 étudiants. A l'heure actuelle, il y a 90 étudiants qui suivent les cours du collège administratif et 58 étudiants qui sont inscrits pour l'année préliminaire de l'université. On compte également 315 externes de l'université de Queensland qui sont inscrits au collège pour se faire aider dans leurs études.

L'opinion de la Mission de la Banque mondiale selon laquelle priorité devait être accordée à l'expansion de l'enseignement aux niveaux secondaire, technique et supérieur, a été approuvée non seulement par le Gouvernement australien, mais aussi dans le rapport et les recommandations de la Commission d'enseignement supérieur, qui ont insisté sur la nécessité de créer des établissements d'enseignement supérieur.

Cette année, nous avons assisté à la création d'une université et d'un institut d'enseignement technique supérieur. Au cours de l'année, toute une législation a été adoptée pour couvrir ces institutions ainsi que les conseils désignés pour chacune d'elles.

Le Conseil de l'Université a décidé que, pendant les cinq premières années, il serait nécessaire de prévoir une année préliminaire avant le commencement des cours de l'Université. L'année préliminaire comprendra des cours donnés par le personnel de l'Université sur les matières suivantes : langue anglaise, histoire, mathématiques et sciences. Cinquante-huit étudiants ont déjà été acceptés et suivent les cours de l'année préliminaire au Collège administratif de Port Moresby.

M. Toogood (Représentant spécial)

Dès le début de 1967, l'Université offrira des cours menant au diplôme de Bachelor of Arts et de Bachelor of Laws. Dans les cours menant au diplôme de Bachelor of Arts, une grande variété de sujets seront traités, permettant par là aux étudiants de s'inscrire ensuite pour d'autres cours. Un vice-chancelier a été nommé et des nominations ont également été faites pour les chaires de langue anglaise, d'histoire, de mathématiques, de chimie, de biologie et de droit. Des conférenciers et un personnel administratif ont également été nommés.

Le travail est très avancé en ce qui concerne la préparation des lieux et la construction sur le terrain de 400 acres destiné à l'Université près de Port Moresby. Pendant la construction des bâtiments de l'Université, les facilités offertes par le Collège administratif situé près de là sont utilisées. Au cours du dernier exercice financier, 329 000 dollars des Etats-Unis ont été dépensés pour développer l'Université et un montant d'au moins 2 200 000 dollars des Etats-Unis sera prévu pour des dépenses au cours du présent exercice financier.

Dans son rapport, la Commission de l'éducation supérieure a recommandé la création rapide d'un institut d'enseignement technique supérieur; elle a recommandé aussi que des dispositions soient prises pour la création en 1967 d'un cours pour ingénieurs qui durerait quatre ans et à la fin duquel un diplôme serait décerné. Le Conseil de l'Institut a été nommé et il est proposé que le premier cours de génie civil commence l'année prochaine; on prévoit l'inscription de quarante étudiants. Les treize membres du Conseil comprennent deux membres de la Chambre d'assemblée.

Pendant la construction des bâtiments permanents, les facilités offertes par l'Ecole technique d'Idubada à Port Moresby seront utilisées. Il est prévu que les bâtiments permanents de l'Institut seront construits en tant que partie du complexe de l'Université et la construction devra en être terminée au début de 1968. Le Directeur et le personnel administratif ont déjà été nommés à l'Institut et prendront leurs fonctions au cours des quelques prochaines semaines.

Des plans existent déjà pour des cours d'électricité et de mécanique en 1968 probablement, ainsi que pour des cours d'arpentage, d'architecture, de gestion et de comptabilité.

M. Toogood (Représentant spécial)

Une étude des chiffres sur l'enseignement dans le rapport annuel montrera l'expansion qui a eu lieu au cours des deux dernières années et le besoin grandissant de facilités d'enseignement supérieur. L'expansion la plus remarquable se trouve dans le domaine de l'enseignement technique où le nombre total des étudiants dans toutes les catégories d'écoles techniques et de commerce s'est élevé de 61 p. 100 pendant la période à l'examen.

Une nouvelle école normale est près d'être terminée à Goroka, dans les hautes terres orientales. Cette école recevra 400 étudiants et offrira des cours de professeurs secondaires aussi bien que primaires. Des propositions ont été faites pour que l'UNESCO apporte une aide en envoyant du personnel pour cette école. Ces propositions sont actuellement en discussion. On envisage que cette institution pourra un jour devenir le collège de l'enseignement de l'Université.

En ce qui concerne la question de l'aide internationale, il est satisfaisant d'apprendre que l'UNICEF a approuvé un projet pour l'encouragement de l'enseignement général des sciences dans les écoles primaires et secondaires en Papua et en Nouvelle-Guinée. La somme que s'est engagé à verser l'UNICEF s'élève à 275 000 dollars des Etats-Unis dont 176 000 ont été alloués pour l'exercice financier actuel. Le projet s'échelonnera sur une période de trois ans et les sommes qui seront versées dans ce domaine par le Gouvernement australien équivaldront à 625 000 dollars des Etats-Unis.

Il faut noter aussi tout spécialement la création, en Papua et en Nouvelle-Guinée, de comités pour l'UNICEF.

Les services de santé sont maintenus à un niveau élevé dans tout le Territoire et les résultats obtenus dans tous les domaines de la médecine, de la formation et de l'éducation sanitaire, dont on trouve le détail dans le rapport annuel, parlent d'eux-mêmes.

Lorsque la construction du nouvel hôpital général de Goroka sera terminée, tous les centres principaux du Territoire posséderont un hôpital de base, moderne et pleinement équipé, qui leur permettra de desservir les besoins des districts.

Le Département de la santé publique qui assume dans le Territoire la responsabilité de tout ce qui a trait à la santé et à l'hygiène est probablement en avance sur tous les autres départements dans son programme de promotion des autochtones à des postes de responsabilité dans les services. Déjà, trois fonctionnaires de la santé locaux occupent le poste élevé de fonctionnaire de la santé pour le district et, dans un cas, le poste extrêmement important de fonctionnaire régional de la santé a été confié à un fonctionnaire local. Beaucoup d'hôpitaux et de dispensaires sont maintenant entièrement confiés à du personnel local qualifié.

L'une des réalisations les plus remarquables du Département au cours des dix-huit mois écoulés a été l'attribution de diplômes aux premiers médecins sortis du Collège médical papuan; huit étudiants, y compris une femme, ont terminé avec succès les cours. Auparavant, tous les médecins autochtones avaient été formés par l'Ecole centrale médicale de Fidji où un certain nombre d'étudiants continuent leur formation. Deux médecins, un pharmacien et quatre dentistes ont reçu leur diplôme de cette école l'année dernière.

La formation de médecins autochtones est encore poussée grâce à une formation donnée outre-mer. Un autochtone suit actuellement un cours d'anesthésie à Melbourne. Il remplit aussi les fonctions de secrétaire à l'hôpital Alfred à Melbourne. Un autre autochtone suit aussi un cours spécial d'enseignement de l'hygiène à l'Université de Londres.

Parmi les diplômés autres que les médecins ayant terminé des cours dans le Territoire au cours de l'année, se trouvent des assistants médicaux, des dentistes et des spécialistes des soins maternels et infantiles ainsi que 134 infirmières du Territoire. Il y a actuellement 57 médecins, 7 dentistes et 430 infirmières en cours de formation dans le Territoire.

L'organisation de l'éducation sanitaire dans le Territoire a encore progressé grâce à la visite d'un consultant de l'Organisation mondiale de la santé, Mlle W. M. Warden, qui a assumé la tâche de planifier les cours du Territoire pour la formation des assistantes sociales, des professeurs et d'autres encore. Elle est l'un des nombreux spécialistes envoyés par l'Organisation mondiale de la santé, avec lesquels l'Administration coopère étroitement.

M. Toogood (Représentant spécial)

Les campagnes contre la paludisme, la tuberculose et la lèpre continuent à réduire progressivement l'incidence de ces maladies. Les services contre le paludisme procurent maintenant une protection à plus d'un tiers de la population du Territoire et, pour ce qui est de la tuberculose, il faut noter que la nécessité d'interventions chirurgicales du thorax a maintenant diminué au point que les visites des équipes médicales dans le Territoire ne sont plus nécessaires. Pour la lèpre, l'introduction de la chirurgie de réhabilitation donne un nouvel espoir aux malades chroniques vivant dans les hôpitaux dans tout le Territoire.

Le Gouvernement australien est constamment conscient de ses responsabilités en ce qui concerne la nécessité d'améliorer le statut de la femme. Maintenant que la répugnance initiale de la vieille génération à permettre aux filles de continuer l'école au-delà du niveau primaire a été, tout au moins partiellement, surmontée, un renouveau d'intérêt dans l'organisation des activités féminines rencontre un succès croissant. Il y a maintenant 315 clubs de femmes dans le Territoire sous tutelle seul, soit une augmentation de 74 pendant les 12 derniers mois. Les clubs de femmes sont des organisations bénévoles et beaucoup d'entre elles sont "adoptées" par des branches des associations de femmes existant en Australie. Les clubs de femmes sont formés grâce à l'enthousiasme spontané des femmes de la région soutenues par les fonctionnaires sociaux. Des assistantes sociales sont maintenant en poste dans tous les districts et exercent une "surveillance" sur tous les clubs et toutes les autres activités féminines du district, fournissant des directives et des instructions. Trois assistantes sociales locales suivent actuellement les cours d'économie ménagère à l'école de la Commission du Pacifique Sud à Suva.

M. Toogood (Représentant spécial)

Une attention considérable a été accordée à l'orientation de la jeunesse dans les villages. La responsabilité du travail des jeunes est maintenant assumée par les Conseils administratifs locaux, qui sont nombreux à employer des assistants rémunérés pour effectuer cette tâche importante. Des cours de formation d'assistants de ce genre ont été créés au cours de l'année; déjà, deux de ces cours ont complété chacun un programme couvrant huit semaines. Il y a en ce moment 18 assistants dans ce domaine dont la tâche est d'encourager les jeunes villageois à participer aux activités de groupes; ces assistants s'intéressent principalement aux adolescents, notamment à ceux qui ont quitté l'école au degré primaire.

Ensuite, nous avons institué, au cours des 12 derniers mois 21 centres de récréation et de communauté, ce qui porte le total de ces centres en Nouvelle-Guinée à 46. Dans ces centres, les élèves reçoivent des cours d'enseignement communautaire; il en existe dans tous les districts. Dans les villages, des couples mariés sont choisis pour assister à des cours de deux semaines comportant des éléments d'éducation des adultes et de développement communautaire. Ces cours sont destinés à faire connaître, dans la pratique, certaines des nouvelles conceptions dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'hygiène, des soins à l'enfance, de l'économie domestique, de meilleures conditions de logements, de gouvernement local et de développement politique.

Il ne faut pas confondre les cours d'enseignement communautaire avec les cours spéciaux prévus pour éduquer les adultes; ces derniers sont institués par le Département de l'enseignement. Il existe en ce moment 135 classes d'éducation des adultes sous le contrôle du Territoire; ces cours sont fréquentés par 3 400 étudiants.

La législation du travail, dans le Territoire, fait l'objet d'un examen très approfondi et constant; au cours de la période actuellement étudiée par le Conseil, des amendements ont été apportés à la législation existante en vue d'améliorer la condition des travailleurs.

En 1965, une commission d'enquête a été créée et a été chargée d'étudier les salaires des travailleurs ruraux et questions connexes. La commission comprenait des représentants des travailleurs et des représentants des employeurs; elle était présidée par un fonctionnaire de haut rang. Après 18 mois d'investigation dans toutes les sections de l'industrie, la commission a maintenant achevé les audiences et a soumis son rapport.

ii. Toogood (Représentant spécial)

En avril 1965, l'Association des fonctionnaires du Papua et de la Nouvelle-Guinée a élaboré un mémoire aux termes de l'Arbitration (Public Service) Ordinance recommandant des changements dans les salaires des fonctionnaires locaux. L'affaire a été portée devant l'arbitre des fonctionnaires, le 26 octobre 1965; des auditions ont eu lieu au cours de décembre 1965, février et mars 1966. L'arbitre ayant subi un accident d'automobile, les auditions, qui auraient dû reprendre en avril de cette année, ont été retardées jusqu'à la fin du mois de juin. Elles se tiennent actuellement.

Des conseils et une assistance sont fournis par des experts d'organisation industrielle qui visitent périodiquement les comités directeurs des associations de travailleurs afin de leur donner des avis sur leurs responsabilités aux termes de l'Ordinance et de former les titulaires de postes aux devoirs de leurs postes respectifs. Il existe actuellement 14 associations de travailleurs et une Fédération des employeurs dûment enregistrées, en vertu des dispositions de cette Ordinance. Dans tout le Territoire, les associations de travailleurs groupent un total de 12 454 membres.

L'apprentissage est devenu une partie d'une importance croissante dans la formation des autochtones. Le nombre des apprentis est passé, au cours des 12 derniers mois, de 469 à 883. Sur ce nombre, 72 apprentis ont réussi à obtenir leurs brevets et ont déjà reçu leurs certificats commerciaux.

L'élargissement de l'apprentissage exécuté par le Département de l'agriculture en ce qui concerne la manière de traiter et de soigner le bétail a procuré une base solide à un développement plus rapide des troupeaux. Les possesseurs éventuels de bétail sont encouragés à suivre les cours de formation de fermiers; ils y reçoivent une formation sur le traitement du bétail. Plus de 150 élèves sont passés par ces cours durant l'année actuelle. Il y a en ce moment 327 troupeaux villageois, comptant près de 3 000 têtes de bétail.

En ce qui concerne le développement de l'agriculture, le thé et le pyrèthre sont des cultures bien établies dans les terres hautes et donnent tous les signes d'un développement en l'une des industries principales. Les plantations expérimentales pour obtenir l'huile de palme font l'objet d'un examen très suivi dans le district de Morobe et dans celui de la Nouvelle-Bretagne; les essais actuels semblent indiquer qu'il y a là un produit qui pourrait s'avérer une adjonction utile à l'économie du Territoire.

M. Toogood (Représentant spécial)

Le niveau de la formation agricole est progressivement relevé. L'ouverture du Collège agricole de Vudal, près de Rabaul, fournit une amélioration aux services du Territoire en matière de formation à un degré universitaire. Cette année, 38 étudiants s'étaient inscrits dans ce Collège; parmi eux, il y en avait trois venant du protectorat des îles britanniques Salomon, un venant des îles Gilbert et Ellice et deux venant de Tonga. Nous espérons que ce Collège pourra être élargi de manière à pouvoir recevoir 130 étudiants l'année prochaine.

Aux termes de la législation, il est possible aux personnes individuelles de convertir des titres communautaires de propriété en titres individuels. Par la promulgation de cette législation, l'Administration concentre ses efforts, conformément à une recommandation de la Mission de la Banque mondiale, sur les régions qui présentent de réelles possibilités économiques.

Les sociétés et associations coopératives continuent à se répandre dans toutes les parties du Territoire, au fur et à mesure qu'un nombre croissant d'entreprises sont possédées et contrôlées par des Néo-Guinéens. La société de café de Kundiawa, dont les opérations de fabrication et de vente sont dans les terres hautes occidentales, compte plus de 10 000 membres; l'année dernière, elle a produit plus de 2 000 tonnes de café; elle a vendu pour plus de 2 millions de dollars de café. La compagnie de Palnamadaka fut constituée en vue de reprendre à des intérêts étrangers une fabrique de meubles, à un prix de 45 000 dollars; cette compagnie emploie actuellement un directeur européen et, jusqu'à présent, son fonctionnement s'est avéré des plus encourageant. Mais ceci ne représente que deux des nombreuses coopératives au sein desquelles la population autochtone prend une part toujours croissante et prouve qu'elle est capable de se mesurer à d'autres industries établies.

L'industrie minière du Territoire a subi un nouveau recul avec la clôture de la dernière drague d'or qui fonctionnait sur la rivière Bulolo. Les chiffres de production pour l'exercice 1965-1966 décèlent une nouvelle baisse dans la production de l'or qui est le seul minerai exporté du Territoire. Au cours des quatre dernières années, la production est tombée de 50 p. 100; elle est actuellement de moins de 800 000 dollars. L'exploitation d'un gisement à Wau mise à part, la production de l'or vient de petites entreprises alluviales très

M. Tonocod (Représentant spécial)

disséminées. Cependant, le tableau est plus brillant dans le domaine de l'exploitation de minerais divers; de gros intérêts étrangers ont entrepris la prospection du cuivre, du phosphate, de l'or et des sables de plages. Il est particulièrement intéressant de noter qu'une exploration active du cuivre a été entamée en Nouvelle-Bretagne, région qui n'a virtuellement aucune histoire en matière de production minière.

Les recherches pour trouver du pétrole se sont maintenues à un niveau comparable à celui des années récentes. Le total des sommes dépensées dans cette exploration au Territoire se monte à environ 78 millions de dollars; mais, bien que du gaz naturel ait été découvert, aucun pétrole commercial n'a encore été trouvé. Le Gouvernement australien subventionne cette exploration dans le Territoire dans les mêmes conditions que l'exploration en Australie.

Dans ses efforts destinés à accélérer le développement du Territoire, le Gouvernement australien utilise tous les moyens modernes dont il peut disposer. L'emploi des hélicoptères pour contrôler les régions forestières a permis une augmentation énorme des superficies explorées pour se rendre compte des possibilités de production du bois. Pour ne citer qu'un exemple : une récente et importante étude forestière, entreprise en Nouvelle-Bretagne, a utilisé un hélicoptère et une équipe comprenant 11 personnes étrangères et 37 autochtones; cette étude a été terminée en un mois et a coûté 38 000 dollars. Sans l'aide de l'hélicoptère, les travaux auraient duré 27 mois. Au cours des dix-huit mois derniers, des droits d'exploitation du bois ont été achetés dans six régions principales, pour une somme de plus de 160 000 dollars. Les permis d'exploitation du bois ont été accordés dans six nouvelles régions; l'un de ces permis a été donné à un Conseil de gouvernement local.

M. Toogood (Représentant spécial

D'importants travaux, achevés au cours de la période que nous examinons en ce moment, couvrent un vaste ensemble de projets de construction et d'équipement mécanique destinés à faciliter ultérieurement l'évolution du territoire, dans les domaines de l'enseignement et de l'économie. Parmi ceux-ci, on remarque tout particulièrement les stations agricoles installées à Vudal et Goroka, les écoles forestières de Bulolo, le Poste 1 du quai de Madang, le prolongement de la route de Lae-Goroka et la construction de routes importantes dans les districts de Madang et de Sepik. Les dépenses totales de ces travaux se sont élevées l'an dernier à 27,6 millions de dollars des Etats-Unis, montrant un accroissement de 4,7 millions de dollars sur les précédentes années.

Dans cette brève revue des réalisations les plus significatives que l'on peut constater dans le territoire, au cours des deux dernières années, j'ai essayé de brosser le tableau à la fois du progrès équilibré, dans tous les domaines de l'évolution et de la prise de conscience rapide de la population concernant ses responsabilités eu égard à la part importante qu'elle doit prendre de plus en plus, dans l'avenir du pays. Je présume que tout ce qui a été fait dans le territoire pendant cette période servira à démontrer la sincérité du Gouvernement australien en vue de remplir complètement les obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord de tutelle et de n'épargner aucun effort dans l'évolution du Territoire, tout en préparant sa population aux objectifs fixés par la Charte des Nations Unies. Cependant, je dois souligner que la date exacte à laquelle ces objectifs seront atteints et la forme qu'ils revêtiront doivent être laissées entièrement à la décision de la population.

La séance est levée à 12 h 25.